



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana - Tanindrazana – Fandrosoana

BANQUE DIRECTION DES ETUDES ET DES RELATIONS
INTERNATIONALES CENTRALE DE MADAGASCAR

DIRECTION DES ETUDES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar

INSTAT

INSTITUT
NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

DECEMBRE 2012

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

Cette équipe a été dirigée par :

M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

Les analystes :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

M. RAJAOBELINA Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Assistant

M. RAKOTONANAHARY Onjaniana, Assistant

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes et des Relations Internationales de la Banque Centrale de Madagascar :

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. BELALAHY Aubin Aurore, Fondé de Pouvoirs

Mme LIVA, Chef de Service

Mme RABESON Valérie, Chef de Service

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service

Mme RABESOA Oniharilanto, Attachée de Direction

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
Liste des graphiques	4
Liste des tableaux	4
Introduction.....	5
Résumé exécutif	6
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	8
1-1. Flux des investissements directs étrangers.....	8
1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité.....	9
1-1-2. L'origine des flux d'IDE.....	10
1-1-3. Préviation des flux d'IDE pour le 1 ^{er} semestre 2012.....	13
1-1-4. Les dividendes distribués en 2011	14
1-2. Stocks des investissements directs étrangers.....	15
1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE.....	15
1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité	16
1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE	16
1-2-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines	17
1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2011.....	20
1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers	21
1-3. Environnement des affaires des entreprises d'IDE	24
1.3.1. Atouts et handicaps de Madagascar	24
1.3.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs.....	25
CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel	27
2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers.....	27
2.2. Volume de la production industrielle.....	28
2.2.1. Volume de la production industrielle par division	28
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse	31
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)	32
2.3.1. Méthodologie : Rappel	32
2.3.2. La structure du tissu industriel.....	32
2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division	34
2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse	35
2.4. Les coûts de production des entreprises	36
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	38
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	44
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût	46

Liste des graphiques

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2011.	8
Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2011.....	10
Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2011.....	11
Figure 4. Répartition du flux d'IDE Mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2011.....	12
Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2011.....	15
Figure 6. Flux d'IPF par branche d'activité en 2011 (en millions d'ariary).....	20
Figure 7. Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche d'activité en 2011.....	23
Figure 8. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2011.....	29

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution du part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2011.....	9
Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2011 (en milliards d'ariary).....	9
Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2011 (en milliards d'ariary).....	11
Tableau 4. Prévision du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1 ^{er} semestre 2012.....	13
Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2011.....	14
Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2011 (en milliards d'ariary).....	14
Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2011 (en milliards d'ariary).....	16
Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2011.....	17
Tableau 9. Situation du stock d'IDE de la France en 2011.....	18
Tableau 10. Situation du stock d'IDE de l'Ile Maurice en 2011.....	19
Tableau 11. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2011.....	19
Tableau 12. Pays d'origine des flux d'IPF en 2011.....	20
Tableau 13. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger.....	21
Tableau 14. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.....	22
Tableau 15. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2011....	23
Tableau 16. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques items.....	24
Tableau 17. Les principaux atouts de Madagascar (en %).....	25
Tableau 18. Les principaux handicaps de Madagascar (en %).....	25
Tableau 19. Evolution des activités en 2011 (en %).....	25
Tableau 20. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2011 (en %).....	26
Tableau 21. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2011	28
Tableau 22. Répartition du volume de la production industrielle en 2011 (En %).....	30
Tableau 23. Répartition du volume de la production industrielle au 1er semestre 2011.....	32
Tableau 24. Evolution structurelle du tissu industriel (en %).....	33
Tableau 25. Evolution de l'IPI par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile)).....	34
Tableau 26. Evolution de l'IPI par nomenclature (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))	36
Tableau 27. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité.....	37
Tableau 28. Structure des coûts de production des entreprises (en %).....	37

Introduction

Ce rapport fait état de l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) reçus par l'économie malagasy. Il rassemble, à cet effet, des éléments permettant d'apprécier, non seulement, la situation des IDE sous différentes formes, mais également, l'évolution de la production et des coûts de production unitaire des entreprises manufacturières à participation étrangère. Il intègre également l'analyse des atouts et faiblesses du pays, ceci du point de vue des chefs d'entreprise, concernant l'environnement des affaires. Ce point permet, en effet, d'appréhender le pouvoir d'attraction de capitaux étrangers et de confirmer ou réorienter nos politiques en matière d'investissement.

La particularité de cette parution est la disponibilité de l'analyse comparative des IDE de Madagascar par rapport au Reste du Monde. Il est à remarquer que, depuis quelques parutions, le rapport essaie de donner, non seulement, l'évolution des IDE, mais également, d'apporter des éléments de réponse à l'apport des IDE dans l'économie du pays.

Les analyses et les données disponibles à travers ce rapport sont basées sur l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar. Toutefois, pour le traitement des non réponses, des données primaires issues de la Banque Centrale, sur les paiements internationaux via le circuit bancaire, ont été exploitées.

Il est à rappeler aux lecteurs que cette enquête est menée périodiquement pour les besoins de la confection de la balance de paiement, mais aussi pour les nécessités d'information en matière de politique économique et monétaire. Ce rapport se base donc sur l'enquête réalisée au cours du premier semestre 2012 et rapporte les réalisations durant l'année 2011 et les prévisions du premier semestre de 2012.

Deux évènements en opposition en termes d'impact sur l'économie malgache ont été observés au cours de ces dernières années : (i) le démarrage des deux grands projets miniers que sont l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays et (ii) la crise politique vécue depuis le début de l'année 2009. Si le premier a fait passer à plus de 10 pour cent du PIB les flux d'IDE depuis 2007, le second a freiné la croissance économique depuis 2009.

En ce sens, le présent rapport continue de renseigner sur le comportement des investisseurs étrangers, ainsi que son impact sur l'économie nationale en général et sur la production des entreprises manufacturières en particulier.

Le rapport s'articulera autour de deux volets :

Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2011 et provisoires pour le 1^{er} semestre 2012). Il sera question, en premier lieu, de l'examen de la présence étrangère au niveau de l'économie à travers les analyses sur le stock. Cette analyse approfondie du stock d'IDE à Madagascar permet d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs. En deuxième lieu, l'évolution du flux d'IDE sera au centre de l'étude. Cette partie répond aux interrogations sur le comportement des investisseurs étrangers face à la crise qui prévaut dans le pays.

Le deuxième volet traitera de la production des entreprises industrielles à investissements directs étrangers. Il fait état de l'évolution de la production durant l'année 2011, du 1^{er} semestre 2012 et des prévisions du second semestre, ainsi que de l'évolution des coûts de production.

Résumé exécutif

Le flux d'investissements directs étrangers entrants est évalué à 1 639,9 milliards d'ariary en 2011 alors qu'il était de 1 689,1 milliards d'ariary en 2010, soit une baisse de 2,9 pour cent en monnaie locale. Pour l'année 2011, il est l'équivalent de 809,8 millions de dollars américains, en hausse de 0,2 pour cent par rapport à l'année précédente.

Au cours du premier semestre 2012, les prévisions des chefs d'entreprise ont permis d'estimer à hauteur de 685,3 milliards d'ariary le flux attendu pour ce semestre. Ce qui représente 41,8 pour cent de la réalisation de l'année 2011.

L'Afrique a accusé une baisse des flux d'IDE entrants aux cours des trois dernières années et Madagascar n'est pas en reste. Ainsi, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique tend à diminuer entre 2009 et 2011, passant de 2,5 pour cent à 1,9 pour cent.

Par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfiques réinvestis ont évolué positivement par rapport à 2010. Le flux du capital social est de 49,3 milliards d'ariary en 2011, contre -29,0 milliards d'ariary en 2010, et celui des bénéfiques réinvestis est passé de -5,8 milliards d'ariary en 2010 à 32,7 milliards d'ariary en 2011.

Par branche d'activité, l'analyse des flux met en exergue les performances réalisées par les entreprises dans la branche « *extractive* », « *activités financières* », « *activités de fabrication* » et celle de la « *télécommunication* ». En effet, par rapport à la situation de 2010, si dans la branche « *activités financières* », les flux ont progressé de plus de 300 pour cent en 2011, dans les branches « *activités de fabrication* » et « *télécommunication* » les flux reçus ont respectivement triplé et sextuplé. Ces hausses sont principalement dues aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches. En revanche, le flux d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a baissé de 24,6 pour cent par rapport à l'année précédente, une tendance déjà observée au cours de ces derniers trimestres. Cette situation est en rapport avec la fin de la première vague des grands investissements dans le secteur minier. En effet, QMM, dans le sud du pays, est déjà entré dans la phase d'exploitation ; et le projet d'Ambatovy annonce la fin des travaux de mise en place pour cette année 2011. Toutefois, elle demeure pourvoyeuse d'IDE et se retrouve en première position (61,0 % du total). D'ailleurs, ces deux projets ont permis au pays d'accumuler un stock d'IDE estimé à 11 045,5 milliards d'ariary à la fin de l'année 2011, soit l'équivalent de 5,45 milliards de dollars américains.

Quant à la provenance des capitaux, les quatre premiers pays investisseurs sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers : *Royaume-Uni*, *Canada*, *Japon* et *Corée du Sud*. La France se trouvait au sixième rang en 2009, puis au quatrième rang en 2010 et, à la fin de la première vague des grands investissements miniers, au troisième rang en 2011.

Quant à la performance des entreprises d'investissement direct étranger, leurs chiffres d'affaires s'élèvent à 3 697,2 milliards d'ariary en 2011, contre 3 748,4 milliards d'ariary en 2010, soit en légère baisse de 1,4 pour cent. A l'opposé, la valeur ajoutée créée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers en 2011 a augmenté de 3,1 pour cent par rapport à l'année précédente, plus précisément de 3,1 pour cent. Cette légère hausse est due principalement aux diminutions des intrants et des charges internes, notamment la contraction du personnel. En effet, en 2011, on constate une légère diminution des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers, en passant de 62 743 en 2010 à 61 160 en 2011.

L'évolution du niveau de production en volume est mesurée à travers l'indice de Production Industrielle. Il met en exergue les impacts des IDE en général, et de l'état de la conjoncture en particulier.

En 2011, le niveau de la production industrielle a cru de 4,5 pour cent par rapport à l'année 2010. Cette évolution a été tirée essentiellement à la hausse par les entreprises spécialisées dans la production de boissons et de produits alimentaires. Cependant, certaines entreprises dans les divisions « *industrie du bois (sauf fabrication de meubles)* » et « *fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton* » ont enregistré des baisses de production pour cette même période. Quant à l'année 2012, elle enregistrerait une diminution du niveau général de la production par rapport à l'année 2011 selon les prévisions des entreprises.

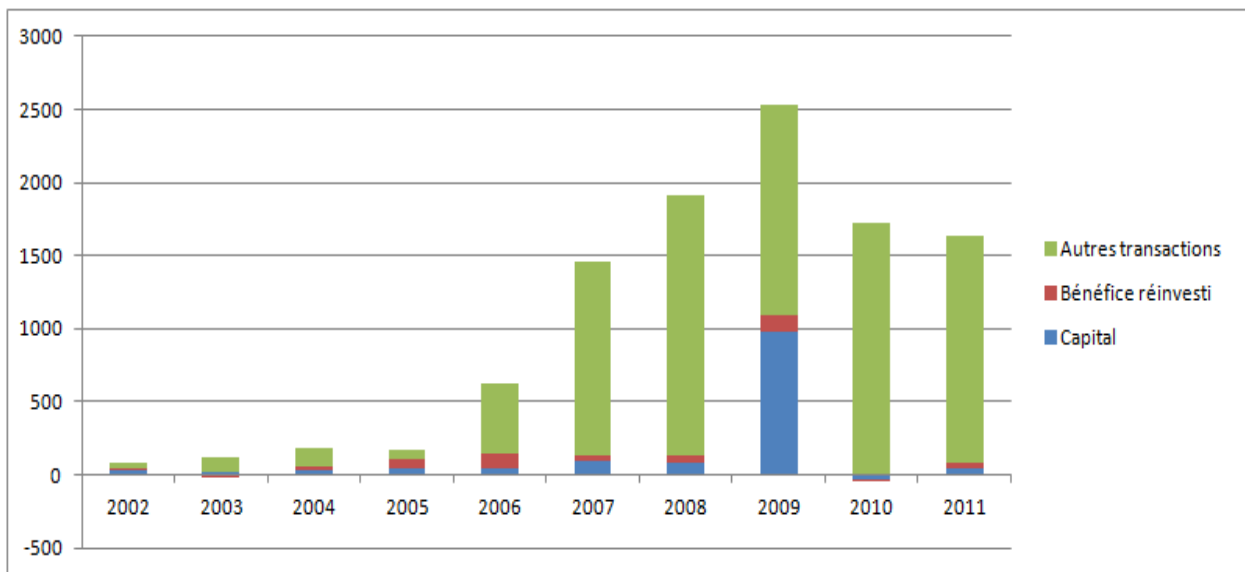
Les investisseurs étrangers ont déclaré s'intéresser à Madagascar en raison du faible coût de la main d'œuvre, de la qualité des infrastructures de télécommunication et des caractéristiques du marché. Toutefois, trois principaux facteurs freinent principalement le développement des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar : l'« *environnement politique* », l'« *insuffisance de la demande* » et les « *contraintes financières* ».

Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

1-1. Flux des investissements directs étrangers

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée vers le secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays. Ce paragraphe abordera ainsi l'analyse des flux d'IDE entrants en 2011, avec une prévision pour le 1^{er} semestre 2012. Il sera question des natures des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2011.



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Le flux d'investissements directs étrangers entrants est évalué à 1 639,9 milliards d'ariary en 2011 alors qu'il était de 1 689,1 milliards d'ariary en 2010, soit une baisse de 2,9 pour cent en monnaie locale, due essentiellement à la diminution du flux dans le poste « autres transactions ». Ce dernier a accusé une baisse de 9,7 pour cent par rapport à l'année précédente. Il faut remarquer que ce poste est composé surtout des dettes envers les actionnaires ou le groupe. Toutefois, le climat des affaires demeure incertain, l'effet de la crise sociopolitique s'étant toujours fait ressentir durant l'année 2011 chez certaines entreprises à capitaux étrangers déjà implantées.

En analysant par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis ont évolué positivement par rapport à 2010. Le flux du capital social a été de 49,3 milliards d'ariary en 2011, contre -29 milliards d'ariary en 2010 et celui des bénéfices réinvestis est passé de -5,8 milliards d'ariary en 2010 à 32,7 milliards d'ariary en 2011. L'évolution positive du capital social est due principalement aux apports des entreprises d'investissement directs étrangers créées au cours de l'année 2011. Malgré la crise, certains investisseurs étrangers viennent de réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

Il y a lieu de noter qu'en exprimant les flux d'IDE en monnaie étrangère, plus particulièrement en dollars US, ils ont enregistré une légère hausse de 0,2 pour cent, soit 809,8 millions de dollars US, contre 808,0 millions de dollars US en 2010. Cette légère hausse en monnaie étrangère est due principalement à la dépréciation de la monnaie malgache sur cette période.

Tableau 1. Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2011

Rubriques	2009	2010	2011
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1 198,0	1 309,0	1 524,4
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	618,6	747,9
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	43,1	42,7
Part de Madagascar dans le Monde (en %)	0,1	0,1	0,1
Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)	0,2	0,1	0,1
Part de Madagascar en Afrique(en %)	2,5	1,9	1,9

Source : Enquête IDE/IPF 2009/2010/2012, BCM/INSTAT et CNUCED, World Investment Report 2012.

Selon le rapport du CNUCED en 2012, les flux d'IDE vers les pays en développement ont été dynamiques en 2011, atteignant 747,9 milliards de dollars US, soit 21,0 pour cent de plus qu'en 2010. Ces pays ont reçu plus de la moitié de l'IDE mondial. Cependant, les flux vers l'Afrique se sont inscrits en baisse pour la troisième année consécutive, mais dans des proportions limitées. Les pays les plus pauvres sont restés les moins lotis en termes d'IDE. Les flux vers ces pays ont régressé de 11,0 pour cent pour se situer à 15 milliards de dollars. Le cas de Madagascar a suivi cette tendance à la baisse des flux d'IDE entrants dans les pays africains. En effet, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique tend à diminuer entre 2009 et 2011, en passant de 2,5 pour cent à 1,9 pour cent.

1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

Outre la baisse des flux enregistrée dans la branche « *activités extractives* », l'année 2011 a été surtout marquée par des performances réalisées par les entreprises dans la branche « *activités financières* », « *activités de fabrication* » et celle de la « *télécommunication* ». En effet, par rapport à la situation de 2010, si dans la branche « *activités financières* », les flux ont progressé de plus de 300 pour cent en 2011, dans les branches « *activités de fabrication* » et de la « *télécommunication* » les flux reçus ont respectivement triplé et sextuplé. Ces fortes hausses ont été principalement dues aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches.

Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2006 et 2011 (en milliards d'ariary)

Branche	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	0,2	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3
Pêche, aquaculture	7,7	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3
Activités de fabrication	39,6	15,6	1,0	99,6	41,5	137,0
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,3	4,0	-2,5	0,3	0,2	3,8
Construction et BTP	1,1	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9
Commerce	16,2	0,9	42,4	30,9	18,4	34,0
Hôtels et restaurants	-0,3	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8
Transports	18,8	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7
Activités financières	76,7	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4
Immobilier et services aux entreprises	4,0	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8
Distribution pétrolière	18,2	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8
Télécommunication	5,7	28,9	147,8	85,8	16,5	72,0
Autres				0,2	-0,1	0,0
TOTAL hors « extractives »	188,2	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3
Activités extractives	442,1	886,2	1 637,50	2 069,84	1 360,00	1 000,6
TOTAL	630,3	1 456,90	1 914,80	2 532,51	1 689,07	1 639,9

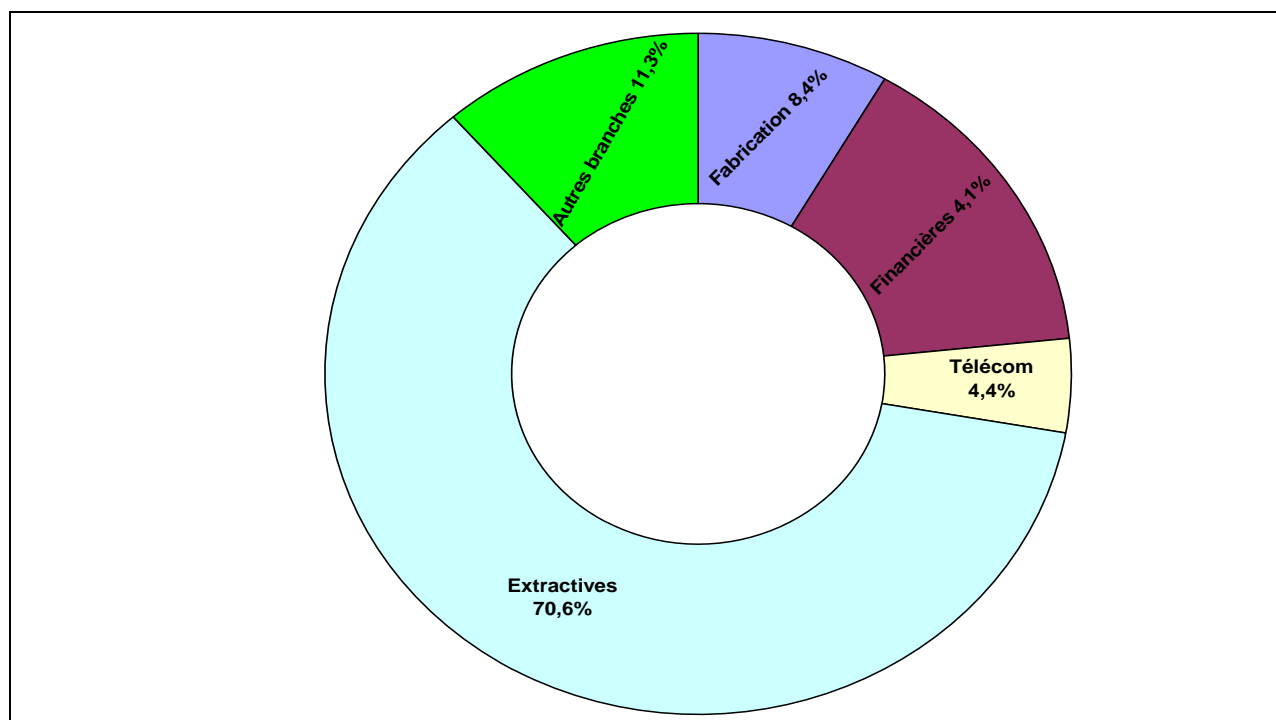
Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En termes d'évolution, le flux d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a continué de baisser depuis 2010. En 2011, cette baisse a été de 26,4 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier. En effet, QMM, dans le sud du pays, est déjà entré dans la phase d'exploitation et le projet d'Ambatovy annonce la fin

des travaux de mise en place pour cette année 2011. Toutefois, elle demeure pourvoyeuse d'IDE et se retrouve en première position (61,0 % du total). Toutefois, selon le rapport « *Perspectives économiques en Afrique 2012* », le secteur minier restera le principal moteur de la croissance en 2012 et 2013 avec l'entrée en production du plus grand projet minier du pays (Ambatovy)¹.

Au niveau des branches « hors activités extractives », après une baisse des flux d'IDE observée en 2010, une augmentation de l'ordre de 94,3 pour cent a été constatée en 2011. Cette variation vient principalement des hausses probantes des flux d'IDE enregistrées par les branches « *activités financières* », « *télécommunication* » et « *activités de fabrication* ».

Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2011



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En 2011 et par rapport aux réalisations de 2010, les niveaux des flux d'IDE enregistrés ont été multipliés respectivement par 4,3 dans la branche « *activités financières* », par 4,4 dans celle de la « *télécommunication* » et 3,3 au niveau de l'« *activité de fabrication* ». Ces quatre branches (y compris « *extractives* ») ont généré 88,7 pour cent du flux d'IDE en 2011. A noter qu'en 2011, la part des branches « *hors activités extractives* » a été de 39,0 pour cent, contre 19,5 pour cent en 2010.

Pour l'année 2011, les branches « *distribution des produits pétroliers* », « *pêches et aquacultures* », « *hôtels et restaurants* », « *activités extractives* » et « *autres* » ont accusé des baisses de flux d'IDE supérieures à 50 pour cent.

1-1-2. L'origine des flux d'IDE

Au cours de ces dernières années, les quatre premiers pays investisseurs sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers : Royaume-Uni (*Rio Tinto et d'autres entreprises minières passant par cette*

¹ BAD/CEA/OCDE/PNUD. *Perspectives économiques en Afrique 2012, Année 2012.*

destination), Canada (Sherritt, principal actionnaire d'Ambatovy avec 40 pour cent et SNC Lavalin, 5,0 % d'Ambatovy), Japon (Sumitomo, 27,5 % d'Ambatovy), et Corée du Sud (Kores, 27,5 % d'Ambatovy).

La France se trouvait au sixième rang en 2009, puis au quatrième rang en 2010 et, à la fin de la première vague des grands investissements miniers, elle s'est retrouvée au troisième rang en 2011, en enregistrant un flux d'IDE de 293,3 milliards d'ariary. Il y a lieu de noter qu'à Madagascar, on comptabilise environ 650 entreprises dont 130 filiales et plus de 500 entreprises privées à capitaux français résidents et non résidents confondus. Le flux d'IDE de la France a quasiment doublé par rapport au niveau de 2010.

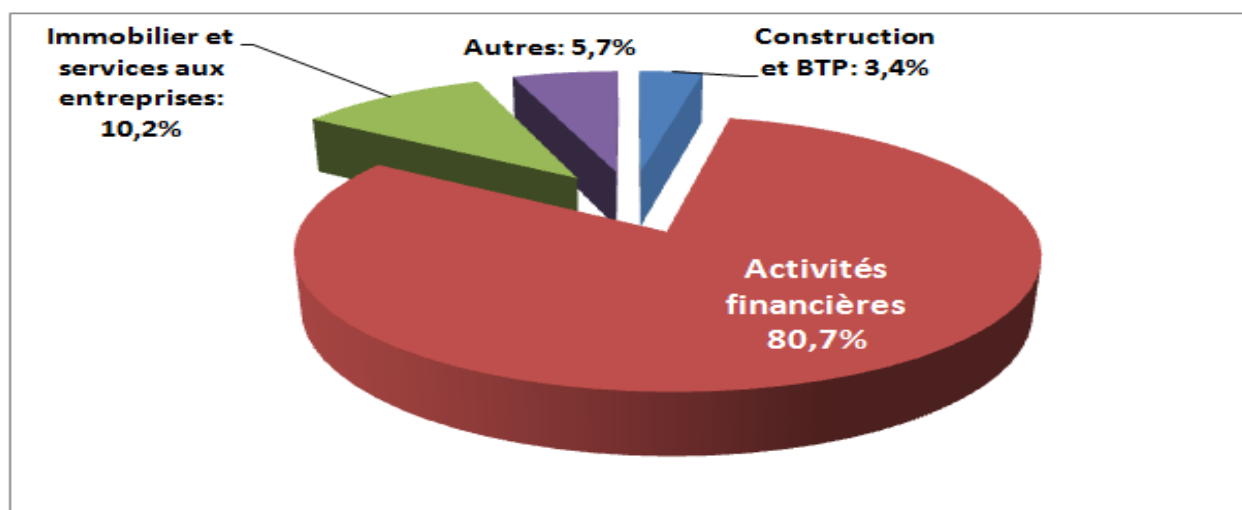
Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2011 (en milliards d'ariary)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011
France	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3
Maurice, île	228,6	279,9	254,6	58,8	389,0
Canada	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3
Etats-Unis	49,6	71,6	109,8	5,7	154,0
Royaume-Uni	949,8	1 912,2	449,1	16,5	75,7
Chine	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3
Japon	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7
Corée du Sud	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6
Italie	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3
Autres	417,5	627,0	-55,3	68,2	94,3
TOTAL	3 415,4	5 330,1	2 532,5	1 689,1	1 639,9

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Les investisseurs français sont principalement dans les « activités financières » (Crédit Agricole- BNI, BFV-Société Générale, BPCE-BMOI), la téléphonie avec Orange-France Télécom, la distribution de produits pétroliers et énergie (Total, LP, Air Liquide, Rubisgaz / Vitogaz), et « immobilier et service aux entreprises ».

Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2011.

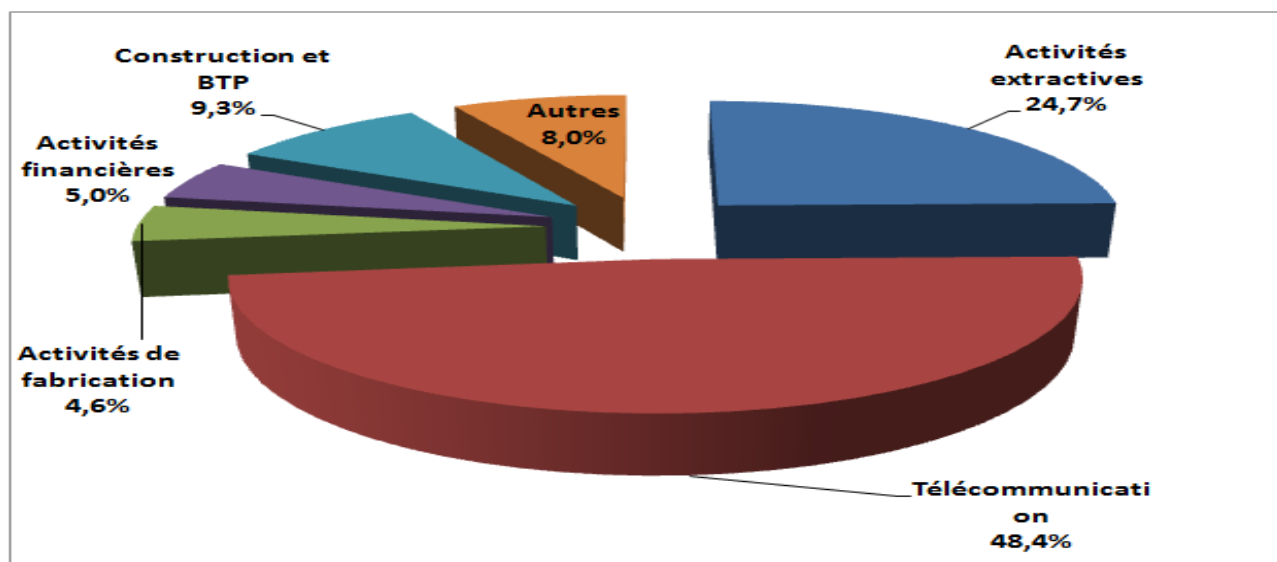


Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Pour les flux d'IDE en provenance des investisseurs mauriciens, une hausse significative des flux provenant de l'île Maurice a été enregistrée en 2011 par rapport à l'année 2010. Cette hausse est de 561,5 pour cent en 2011 par rapport à l'année 2010, soit un flux d'IDE entrant 6,6 fois plus élevé qu'en 2010. Même, en comparant à la situation de l'année 2008, avant la crise sociopolitique, le flux d'IDE de l'île Maurice est resté sur une dynamique positive avec une hausse de 38,9 pour cent. En termes de

moyenne, une entreprise à capitaux mauriciens a reçu en moyenne 2,5 milliards d'ariary de la part d'un investisseur. La branche « *télécommunication* » est le principal bénéficiaire des flux d'IDE mauriciens, avec une part de 48,4 pour cent. La 2nde branche bénéficiaire est celle des « *activités extractives* » avec 24,7 pour cent des flux. Ensuite, il y a les branches de la « *construction et BTP* » (9,3 %), des « *activités financières* » (5 %) et des « *activités de fabrication* » (4,6 %).

Figure 4. Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2011.



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne les flux d'investissements directs étrangers du Canada à Madagascar, ceux-ci ont régressé, passant de 512,1 milliards d'ariary en 2010 à 502,3 milliards d'ariary en 2011, soit une baisse de 1,9 pour cent. L'apport du Canada dans l'ensemble du flux d'IDE a été de 30,6 pour cent en 2011 et de 30,3 pour cent en 2010. Cette diminution des flux est en rapport avec la fin des grands investissements liés au projet d'Ambatovy. A noter que presque la totalité des flux d'IDE Canadien se concentre dans la branche « *activités extractives* ».

Pour ce qui est des investisseurs américains, ces derniers se placent au quatrième rang avec une part de 9,4 pour cent dans les flux totaux des IDE entrants à Madagascar. Sur le plan sectoriel, les investissements dans les secteurs de l'« *activité financière* » et des « *activités de fabrication* » ont été prépondérants pour les américains en 2011.

Concernant les investisseurs du Royaume-Uni, comme ils n'ont pas été plus actifs par rapport aux années antérieures, leurs apports n'ont guère évolué en 2011, avec seulement une contribution de 4,6 pour cent, contre respectivement 0,1 pour cent en 2010 et 17,7 pour cent en 2009. Ce phénomène est principalement lié à la fin des investissements de QMM, qui est dorénavant dans sa phase d'exploitation.

Il faut remarquer la quasi-stabilité de la présence des investisseurs chinois en termes de flux pour l'année 2011 par rapport aux années précédentes. Le poids du flux d'IDE en provenance de la Chine a été de 7,9 pour cent en 2011, contre 7,6 pour cent en 2010. En 2011, ces flux d'IDE sont concentrés dans les branches « *activités financières* » et « *commerce* ».

Les flux d'IDE en provenance des investisseurs japonais sont également en recul, ils représentent en moyenne 0,5 milliards d'ariary, par investisseur, en 2011.

Enfin, concernant les flux en provenance des investisseurs Italiens, on constate surtout des opérations de désinvestissements, notamment dans la branche « agriculture, chasse, élevage et sylviculture » d'un montant de -3,0 milliards d'ariary.

1-1-3. Prévision des flux d'IDE pour le 1^{er} semestre 2012

Les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leurs intentions de recourir ou non au financement de type IDE, c'est-à-dire en provenance des actionnaires détenant plus de 10 pour cent du capital ou des entreprises sœurs appartenant au même groupe. Le tableau suivant donne les résultats des premières estimations.

Tableau 4. Prévision du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1^{er} semestre 2012

<i>Branche</i>	<i>1er semestre 2012 (en milliards d'ariary)</i>
Agriculture	2,99
Pêche, aquaculture	-0,30
Activités de fabrication	112,00
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	12,40
Construction et BTP	-6,39
Commerce	6,74
Hôtels et restaurants	4,94
Transports	2,13
Activités financières	161,00
Immobilier et services aux entreprises	-1,28
Distribution pétrolière	-1,50
Télécommunication	82,50
Autres	0,05
TOTAL hors « extractives »	375,28
Activités extractives	310,00
TOTAL	685,28

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

L'enquête a permis d'estimer à hauteur de 685,3 milliards d'ariary le flux attendu pour le 1^{er} semestre 2012. Ce qui représente 41,8 pour cent de la réalisation de l'année 2011. Les flux d'IDE au premier semestre 2012 dans la branche « activités financières » serait de 161,0 milliards d'ariary, soit 23,4 pour cent du flux total. Cette branche resterait donc une des pourvoyeuses des flux d'IDE entrant de Madagascar. Les flux en provenance des investisseurs ayant des intérêts durables dans des entreprises exerçant au niveau de la branche « activités extractives » pourraient par ailleurs rester parmi les principales sources d'IDE pour notre économie.

1-1-4. Les dividendes distribués en 2011

En 2011, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une hausse de 2,0 pour cent par rapport à ceux de 2010. Les tableaux suivants donnent la répartition de ceux-ci par actionnaires bénéficiaires et par branche d'activités.

Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2011

Pays	2011	
	Montant (en milliards d'ariary)	%
Suisse	0,38	0,3
Chine	0,02	0,0
France	76,90	59,4
Japon	0,03	0,0
Royaume Uni	6,10	4,7
Maurice	10,30	8,0
Pays Bas	6,60	5,1
Philippine	0,94	0,7
Hong Kong	0,76	0,6
Réunion	3,18	2,5
Etats-Unis d'Amérique	24,20	18,7
TOTAL	129,41	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Les investisseurs résidents en France sont les principaux bénéficiaires des dividendes distribués en 2011 (59,4 %). Viennent ensuite les investisseurs américains et mauriciens (18,7 % et 8 %).

Ces paiements proviennent essentiellement de trois branches d'activités à savoir : « activités financières » (53,2 %), « construction et BTP » (29,3 %), et « activités de fabrication » (13,5 %).

Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2011 (en milliards d'ariary)

Branche	2011	en %
Agriculture	0,38	0,3
Pêche, aquaculture	0,00	0,0
Activités extractives	0,00	0,0
Activités de fabrication	17,46	13,5
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,00	0,0
Construction et BTP	37,89	29,3
Commerce	0,01	0,0
Hôtels et restaurants	0,00	0,0
Transports	0,37	0,3
Activités financières	68,90	53,2
Immobilier et services aux entreprises	3,64	2,8
Distribution pétrolière	0,00	0,0
Télécommunication	0,76	0,6
Autres	0,00	0,0
Activités extractives	0,00	0,0
TOTAL	129,41	100,0

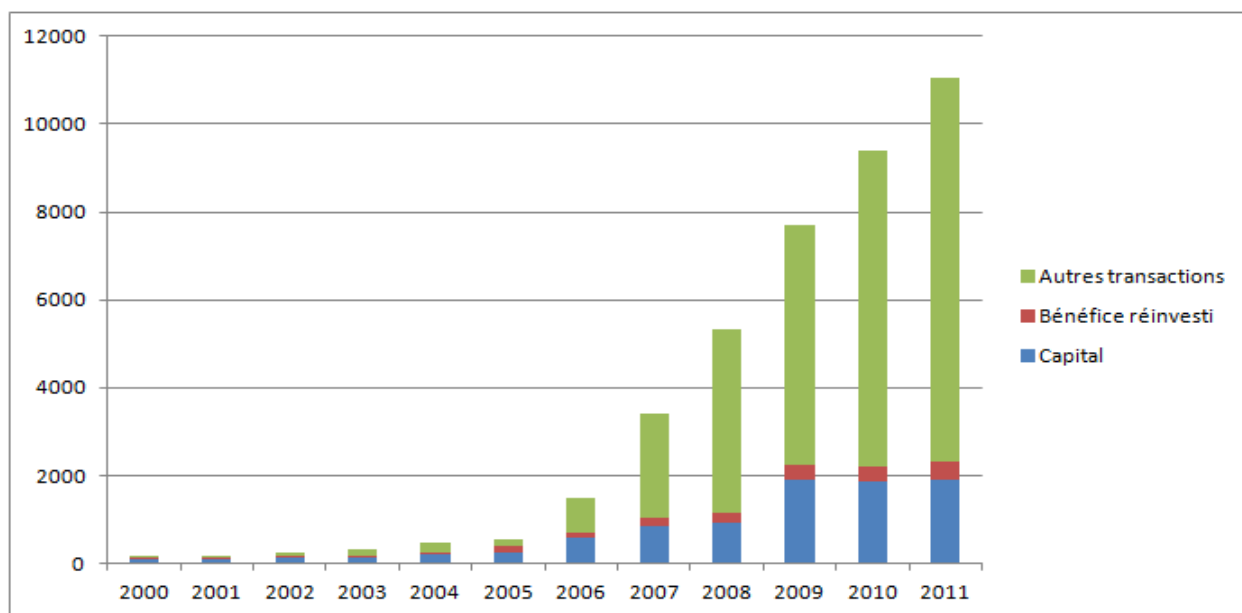
Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

1-2. Stocks des investissements directs étrangers

1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'évolution des stocks d'IDE dans le pays a connu deux périodes différentes. La 1^{ère} période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23,0 pour cent jusqu'en 2005. La 2^{ème} période, marquée par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, de 2006 à nos jours, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 11 045,5 milliards d'ariary, soit l'équivalent de 5,5 milliards de dollars américains à fin 2011.

Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2011



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

Le grand boom, enregistré en 2007, est relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers que sont l'exploitation de l'ilménite par le QMM et celle du cobalt et du nickel par le projet d'Ambatovy.

Depuis, le niveau du stock d'IDE a été fonction de la réalisation de ces investissements. Ainsi, entre 2007 et 2011, le rythme de la croissance en valeur des stocks d'IDE tend à diminuer, en passant de 112,0 pour cent en 2007, à respectivement 56,1 pour cent en 2008, 44,8 pour cent en 2009, 21,9 pour cent en 2010 et 17,4 pour cent en 2011.

L'importance accordée par les investisseurs au poste « *autres transactions* » est significative pour l'année 2011. Ce poste a enregistré une hausse de 21,7 pour cent. Contrairement à l'année 2010, les postes « *capital social* » et « *bénéfices réinvestis* » ont augmenté respectivement de 2,6 pour cent et 9,4 pour cent en 2011.

1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité

Avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « *activités de fabrication* ». En fait, les IDE reçus par cette branche viennent surtout de la mise en place de la zone franche industrielle qui visait surtout le secteur de l'industrie légère exportatrice. Après 2006, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « *activités extractives* ».

Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2011 (en milliards d'ariary)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	51	51,1	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3
Activités de fabrication	111,3	120	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5
Transports et auxiliaires de transport	9,4	13,5	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3
Distribution de produits pétroliers	41	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2
Autres branches	4,9	7			0,2	0,1	0,1
Total sans extractives	483,5	585,1	1 079,5	1 454,2	1 916,8	2 245,9	2 895,4
Activités extractives	47,1	902,8	2 089,0	3 729,9	5 799,8	7 159,8	8 150,2
Total	530,6	1 487,9	3 168,6	5 184,1	7 716,6	9 405,7	11 045,6

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

A la fin de 2011, le stock d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a été évalué à 8 150,2 milliards d'ariary, soit l'équivalent d'environ 3,6 milliards de dollars américains. Ce niveau représente 73,8 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays. Le taux d'accroissement du stock d'IDE de cette branche est de 13,8 pour cent par rapport à l'année 2010.

En dehors de la branche « *activités extractives* », nous notons dans l'ordre décroissant : « *activités financières* » (20,2 %), « *télécommunication* » (15,8 %), « *activités de fabrication* » (15,7 %), « *construction et BTP* » (15,4 %), « *hôtels et restaurants* » (8,6 %) et la « *distribution de produits pétroliers* » (8,5 %) du stock hors « *activités extractives*. Il faut remarquer une diversification plus prononcée de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. Par ailleurs, la branche des « *activités de fabrication* » n'occupe que la quatrième place, en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Le démarrage des grands travaux au niveau des projets miniers a entraîné une redynamisation des autres branches, d'autant plus qu'une intensification de la promotion des investissements à Madagascar a été remarquée.

1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

Pour terminer l'analyse sur le stock d'IDE reçu par le pays, il est intéressant de procéder à l'identification des pays partenaires. A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur dominant l'environnement des IDE à Madagascar. Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers à Madagascar.

Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2011

<i>En milliards d'ariary</i>	2007	2008	2009	2010	2011
Canada	635,6	1 006,1	1 688,3	2 200,4	2 693,9
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 253,8	2 270,3	2 346,0
Japon	473,2	579,4	1 041,9	1 404,3	1 406,9
Corée du Sud	306,3	404,6	873,3	1 220,9	1 223,6
France	268,1	343,1	455,7	609,1	906,9
Maurice, île	188,6	238,3	492,9	551,7	940,7
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2	183,3	337,3
Italie	173,8	174,2	205,1	241,6	238,3
Chine	54,0	56,2	73,9	201,8	334,0
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,2	137,2
Réunion	26,5	28,9	33,0	56,9	97,9
Hong-Kong	37,0	40,8	75,5	78,4	77,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,3	72,7
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,5	71,8
Suède	-	17,7	31,7	31,7	31,7
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,9	12,7
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2	11,5	11,5
Inde	-	4,5	4,9	1,6	1,6
Autres	60,8	207,1	53,4	60,1	103,2
Total	3 168,6	5 184,6	7 716,6	9 405,7	11 045,6

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

Les trois principaux pays sources des stocks d'IDE sont le *Canada*, le *Royaume Uni* et le *Japon*. Les investisseurs de ces pays opèrent essentiellement dans la branche des « *activités extractives* » à Madagascar. Après ces trois pays, on retrouve dans l'ordre décroissant : *la Corée du Sud*, *la France*, *l'île Maurice* et *les Etats-Unis*. Les stocks d'IDE reçu de ces sept pays représentent plus de 89,2 pour cent de l'ensemble à la fin de l'année 2011. Par rapport à l'année 2010, en termes de stock, le poids des investisseurs français a connu un changement relativement important et ce, suite essentiellement aux flux d'investissement français dans la branche « *activités financières* » en 2011.

Il faut également souligner l'importance des stocks d'IDE Chinois à Madagascar qui ont été multiplié par six au cours de ces cinq dernières années. La présence des investisseurs chinois a été marquée par l'octroi de permis à WISCO pour l'exploitation du fer dans la partie ouest du pays. Leur part dans l'exploration du pétrole et dans le secteur commerce n'est par ailleurs pas négligeable.

1-2-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines

Ce paragraphe traitera de la spécificité des présences étrangères dans l'économie du pays. Toutefois, compte tenu de la particularité des investissements de la branche « *activités extractives* », celle-ci sera exclue de l'analyse.

Analyse du stock d'IDE de la France

La présence française se renforce dans l'environnement économique du pays. L'année 2011 a vu le stock d'IDE en provenance de la France s'accroître de 48,9 pour cent par rapport à 2010. A la fin de l'année 2011, le niveau du stock d'IDE français a été évalué à 906,9 milliards d'ariary, et les détails sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9. Situation du stock d'IDE de la France en 2011

Branche d'activités	Moyenne	Total	Effectif	IDE	Effectif
	Mds d'ariary	Mds d'ariary	Nombre	En %	En %
Agriculture	1,0	7,6	8,0	0,8	2,5
Pêche, pisciculture et aquaculture	2,0	3,9	2,0	0,4	0,6
Activités de fabrication	1,0	53,5	54,0	5,9	17,0
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,0	3,1	3,0	0,3	0,9
Construction et BTP	25,5	152,7	6,0	16,8	1,9
Commerce	0,6	31,4	57,0	3,5	18,0
Hôtels et restaurants	0,1	0,7	14,0	0,1	4,4
Transports, auxiliaires de transport	1,3	16,8	13,0	1,9	4,1
Activités financières	19,3	327,9	17,0	36,2	5,4
Immobilier, location et services aux entreprises	0,8	85,4	107,0	9,4	33,8
Distribution de produits pétroliers	141,1	141,1	1,0	15,6	0,3
Télécommunication	4,8	61,8	13,0	6,8	4,1
Autres	0,0	0,2	12,0	0,0	3,8
TOTAL « hors extractives »	3,1	886,1	307,0	97,7	96,8
Activités extractives	2,1	20,8	10,0	2,3	3,2
Ensemble	3,0	906,9	317,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

Les intérêts français sont présents dans toutes les branches d'activité de l'économie avec 317 investisseurs en exercice participant dans leur capital. Le stock d'IDE entrants de la France a été multiplié par 1,5 par rapport à l'année 2010. En outre, une entreprise à capitaux français a reçu, en termes de stock d'IDE, en moyenne 3,0 milliards d'ariary à fin 2011.

Les entreprises exerçant dans les branches suivantes ont contribué à ce changement positif de la situation du stock d'IDE français: *les « activités financières », les « immobilier, location et services aux entreprises », et dans une moindre mesure « construction et BTP ».*

Analyse du stock d'IDE de l'île Maurice

Les IDE en provenance de l'île Maurice touchent également la majorité des branches d'activité dans le pays. A la fin de l'année 2011, le stock d'IDE reçus des investisseurs directs mauriciens est évalué à 940,7 milliards d'ariary, contre 551,6 milliards d'ariary en 2010, soit une hausse de 70,5 pour cent. Le tableau suivant donne le détail de la présence mauricienne dans l'économie du pays à la fin de 2011.

L'enquête sur les IDE de cette année a permis de dénombrer 156 entreprises présentant un intérêt mauricien à la fin de l'année 2011. Cet effectif a enregistré une hausse de 12,8 pour cent par rapport à la situation à la fin de l'année 2010. En termes d'effectif, trois branches se distinguent en groupant 59,0 pour cent des entreprises à intérêt mauricien. Il s'agit des branches : *« commerce » (24,4 %), « activités de fabrication » (19,9 %) et « immobilier, location et services aux entreprises » (14,7 %).*

Par contre, un autre classement est obtenu à partir du niveau de stock d'IDE. En effet, pour le cas de l'île Maurice, il est concentré au niveau de trois branches: la *« télécommunication » (41,4 %), la « distribution de produits pétroliers » (16,9 %) et les « activités financières » (13,4 %).* Une entreprise exerçant dans la *« télécommunication »* a affiché un stock d'IDE de 55,7 milliards d'ariary en moyenne, celle exerçant dans la *« distribution de produits pétroliers »*, 52,9 milliards d'ariary, et celle exerçant dans les *« activités financières »*, 15,7 milliards d'ariary.

Tableau 10. Situation du stock d'IDE de l'île Maurice en 2011

Branche d'activités	Moyenne	Total	Effectif	IDE	Effectif
	Mds d'ariary	Mds d'ariary	Nombre	En %	En %
Agriculture	1,0	4,9	5	0,5	3,2
Pêche, pisciculture et aquaculture	8,4	16,7	2	1,8	1,3
Activités de fabrication	1,4	44,3	31	4,7	19,9
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3,5	3,5	1	0,4	0,6
Construction et BTP	9,0	35,9	4	3,8	2,6
Commerce	0,8	32,2	38	3,4	24,4
Hôtels et restaurants	0,9	6,3	7	0,7	4,5
Transports, auxiliaires de transport	0,6	7,0	12	0,7	7,7
Activités financières	15,7	125,8	8	13,4	5,1
Immobilier, location et services aux entreprises	0,7	16,0	23	1,7	14,7
Distribution de produits pétroliers	52,9	158,8	3	16,9	1,9
Télécommunication	55,7	389,6	7	41,4	4,5
TOTAL « hors extractives »	6,0	840,9	141	89,4	90,4
Activités extractives	6,7	99,8	15	10,6	9,6
Ensemble	6,0	940,7	156	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

Analyse du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique

Quant aux intérêts américains dans notre économie, le niveau du stock d'IDE à la fin de l'année 2011 est évalué à 337,1 milliards d'ariary. Ainsi, une hausse de l'ordre de 83,8 pour cent a été enregistrée.

Nous avons compté 22 entreprises à capitaux américains. Ces dernières sont concentrées au niveau de quatre branches qui regroupent 53,7 pour cent de l'ensemble. Il s'agit des branches : « *activités financières* » (27,3 %), « *activités de fabrication* » (18,2 %), « *commerce* » (18,2 %) et « *immobilier, location et services aux entreprises* » (18,2 %). Une hausse du nombre des entreprises à capitaux américains a été observée à la fin de l'année 2011.

Tableau 11. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2011

Branche d'activités	Moyenne	Total	Effectif	IDE	Effectif
	Mds d'ariary	Mds d'ariary	Nombre	En %	En %
Activités de fabrication	54,6	218,4	4	64,8	18,2
Construction et BTP	-0,7	-1,3	2	-0,4	9,1
Commerce	0,0	0,0	4	0,0	18,2
Transports, auxiliaires de transport	0,5	0,5	1	0,1	4,5
Activités financières	20,0	119,8	6	35,5	27,3
Immobilier, location et services aux entreprises	0,0	0,0	4	0,0	18,2
TOTAL « hors extractives »	16,1	337,4	21	100,1	95,5
Activités extractives	-0,3	-0,3	1	-0,1	4,5
Ensemble	15,3	337,1	22	100	100,0

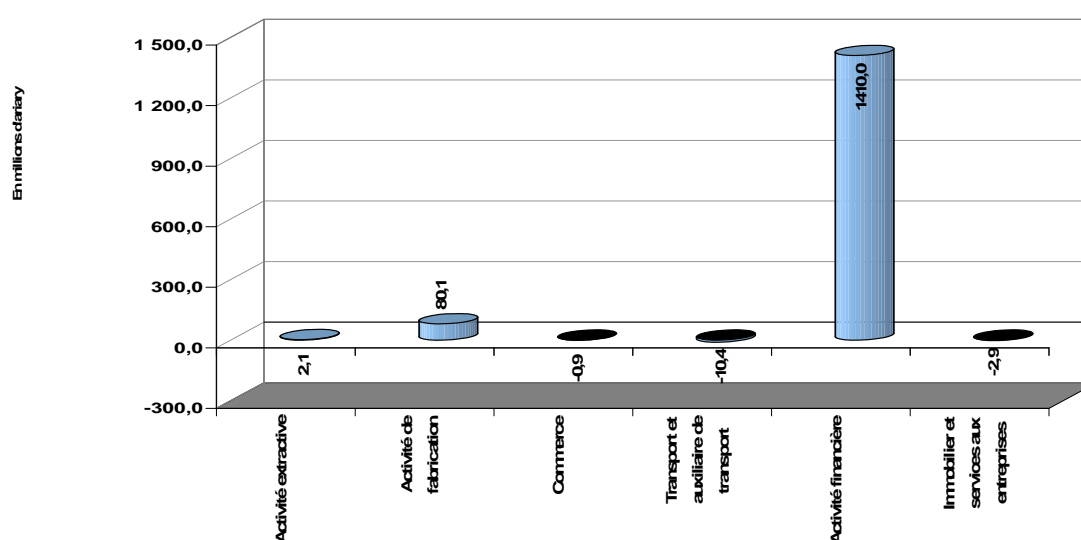
Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

En analysant le stock d'IDE en provenance des USA, deux branches dominent. La branche « *activités de fabrication* » détient presque deux tiers du stock d'IDE à la fin de l'année 2011. En termes de moyenne, la taille des IDE au niveau des entreprises de cette branche reste de loin la plus importante avec un stock d'IDE de 54,6 milliards d'ariary par entreprise. Les « *activités financières* » se trouvent en deuxième position et détiennent le tiers de l'ensemble des stocks, avec une valeur moyenne d'IDE de 20,0 milliards d'ariary par entreprise.

1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2011

Les investissements directs sont des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. Cette notion permet de différencier, parmi les mouvements internationaux de capitaux, les IDE des IPF (investissements de portefeuille). Ces derniers sont considérés comme des placements internationaux, alors que les IDE impliquent un pouvoir de décision de l'investisseur sur l'entreprise rachetée ou construite à l'étranger. En 2011, le flux d'IPF est évalué à 1,5 milliards d'ariary, soit 0,1 pour cent des investissements étrangers entrants à Madagascar en 2011.

Figure 6. Flux d'IPF par branche d'activité en 2011 (en millions d'ariary)



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

Le graphique ci-dessus montre que le flux d'IPF en 2011 se concentre principalement dans les activités financières (avec un poids de 95,4 pour cent de l'ensemble). Et les activités de fabrication génèrent 5,4 pour cent de l'ensemble des flux d'IPF entrant en 2011.

Tableau 12. Pays d'origine des flux d'IPF en 2011

Pays	IPF en millions d'ariary	Part en %
Pays Bas	952,0	64,6
France	430,0	29,2
Maurice	79,0	5,4
Benin	10,1	0,7
Lybie	1,1	0,1
Chine	1,1	0,1
Afrique du Sud	1,0	0,1
Niger	-0,9	-0,1
Total	1 473,4	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En 2011, presque deux tiers des flux d'IPF entrants proviennent des Pays bas, avec 952 millions d'ariary. Viennent ensuite la France et l'île Maurice, fournissant respectivement 29,2 pour cent et 5,4 pour cent de ces flux.

1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, dans cette section, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache et l'impact des crises, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, base du PIB, et en termes de création d'emploi.

Tableau 13. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'ariary)				Valeur ajoutée (en milliards d'ariary)				Emploi (Effectif)			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Entreprise d'IPF	2,2	1,2	0,4	77,2	0,6	0,1	0,0	10,7	200	143	36	1 056
Entreprise d'IDE	5 017,0	3 441,0	3 748,0	3 620,0	1 432,8	857,0	939,0	957,0	80 567	60 057	62 707	60 104
Dont Entreprises												
Affiliées	291,0	369,0	540,0	429,0	82,8	132,0	190,0	201,0	10 571	13 910	22 907	10 700
Filiales	4 060,0	2 520,0	2 680,0	2 600,0	1 160,0	523,0	556,0	538,0	47 348	32 095	27 693	36 754
Succursales	666,0	552,0	528,0	591,0	190,0	202,0	193,0	218,0	22 648	14 052	12 107	12 650
Ensemble	5 019,2	3 442,2	3 748,4	3 697,2	1 433,4	857,1	939,0	967,7	80 767	60 200	62 743	61 160

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En 2011, les chiffres d'affaires réalisés par les entreprises d'investissement étranger ont été de 3 697,2 milliards d'ariary, contre 3 748,4 milliards d'ariary en 2010, soit une baisse de 1,4 pour cent sur la période. Il faut noter que le niveau du chiffre d'affaires observé avant la crise sociopolitique est loin d'être atteint.

En 2009, année de début de la crise, les filiales, représentant près de la moitié de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers ont dégagé 70,3 pour cent du chiffre d'affaires total. En ce qui concerne les entreprises affiliées et les succursales, elles ont enregistré 11,6 pour cent et 16,0 pour cent du chiffre d'affaires. Pour ce qui est des entreprises affiliées, ces dernières ont vu leur part augmenter par rapport à l'année 2008.

Les entreprises d'investissement étranger sont parmi les pourvoyeurs d'emploi à Madagascar. Cependant, la crise financière et surtout la crise sociopolitique ont eu des effets néfastes sur l'emploi. Près de 81 000 emplois ont été créés en 2008, contre 60 200 en 2009, soit une perte d'environ 21 000. Cependant en 2010, l'on a enregistré une hausse de 4,2 pour cent attribuable à la création d'emplois réalisée par la branche « *activité minière* », plus précisément au recrutement massif des employés du Sherritt à Ambatovy. Pourtant, en 2011, on constate une légère diminution des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers de l'ordre de 2,5 pour cent. Cette baisse est due principalement à la contraction du personnel dans certaines entreprises à capitaux étrangers, surtout dans quelques entreprises affiliées et au sein des succursales.

Les résultats montrent qu'en 2008 une entreprise affiliée emploie en moyenne 90 personnes, une filiale autour de 195 personnes et une succursale près de 113 personnes. Ces moyennes ont enregistré de fortes baisses en 2011 pour les entreprises affiliées et filiales, mais une légère hausse pour les succursales. En effet, une entreprise affiliée emploie en moyenne 67 personnes, une filiale aux environs de 160 personnes et une succursale autour de 119 personnes en 2011. La première lecture de ces chiffres indique que les entreprises affiliées sont plutôt des petites et moyennes entreprises et qu'on retrouve beaucoup plus de grandes entreprises parmi les filiales et les succursales.

Contrairement au chiffre d'affaires et à l'emploi, la valeur ajoutée créée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers en 2011 a légèrement augmenté par rapport aux années 2009 et 2010. Elle est de 967,7 milliards d'ariary en 2011, contre 939,0 milliards d'ariary en 2010 et 857,0 milliards d'ariary en 2009. La hausse enregistrée en 2011 par rapport à l'année 2010 est de 3,1 pour cent. Elle est due principalement aux diminutions des intrants et des charges internes, notamment la contraction du personnel.

En 2011, 55,6 pour cent de la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers proviennent des entreprises filiales.

Tableau 14. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail

	Taux de valeur ajoutée (en %)						Productivité apparente (En millions d'ariary)					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Entreprise d'IPF	29,4	40,1	27,9	6,7	6,7	13,9	10,6	16,5	3,0	0,6	0,7	10,1
Entreprise d'IDE	30,2	32,8	28,6	24,9	25,1	26,4	11,6	16,6	17,8	14,3	15,0	15,9
Dont Entreprise Affilié	58,3	37,8	28,5	35,8	35,2	46,9	12,8	18,2	7,8	9,5	8,3	18,8
Filiale	26,5	31,6	28,6	20,8	20,7	20,7	12,9	20,9	24,5	16,3	20,1	14,6
Succursale	25,0	31,8	28,5	36,6	36,6	36,9	3,5	10,3	8,4	14,4	15,9	17,2
Ensemble	30,2	32,9	28,6	24,9	25,1	26,2	11,6	16,6	17,7	14,2	15,0	15,8

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En 2009, la productivité des entreprises à capitaux étrangers, après la crise sociopolitique, est moins élevée par rapport à celle des années 2007 et 2008, mais par la suite elle tend à évoluer positivement. En effet, le niveau des réalisations de l'année 2011 donne une productivité apparente de 15,8 millions d'ariary, contre 15,0 millions d'ariary en 2010, soit une hausse de 0,8 points. Ainsi, le taux de valeur ajoutée est de 26,2 pour cent en 2011, contre 25,1 pour cent l'année d'avant. Cette évolution à la hausse de la valeur ajoutée résulte de la diminution du nombre d'emploi.

Pour ce qui est des entreprises d'IPF, elles sont devenues plus productives. En effet, la productivité apparente de travail est de 13,7 fois supérieure en 2011, par rapport à l'année 2010, tandis que le taux de valeur ajoutée a presque doublé.

En ce qui concerne les entreprises affiliées, filiales et succursales, seul le taux de valeur ajoutée des entreprises affiliées a enregistré un accroissement de 11,7 points en 2011 par rapport à l'année précédente, montrant une performance de la main d'œuvre, malgré les crises. Pour les deux autres types d'entreprises à capitaux étrangers, leurs performances restent stagnantes, voire en baisse. En effet, pour les filiales, les taux de valeur ajoutée sont les mêmes, soit de 20,7 pour cent en 2011 et 2010, mais leurs productivités apparentes sont en baisse, passant de 20,1 millions d'ariary en 2010, à 14,6 millions d'ariary en 2011, soit une diminution de 27,1 pour cent.

Concernant la structure de l'emploi par branche d'activité, elle montre l'importance des activités de fabrication et extractives avec respectivement 43,0 pour cent et 19,9 pour cent de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. Après ces deux branches, la branche « *activité financière* » se démarque et devient un peu plus importante en termes de création d'emplois. Cette branche occupe 8,0 pour cent de l'ensemble en 2011. Viennent ensuite, les constructions et BTP (5,4 %) et agriculture (5,3 %).

Tableau 15. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2011

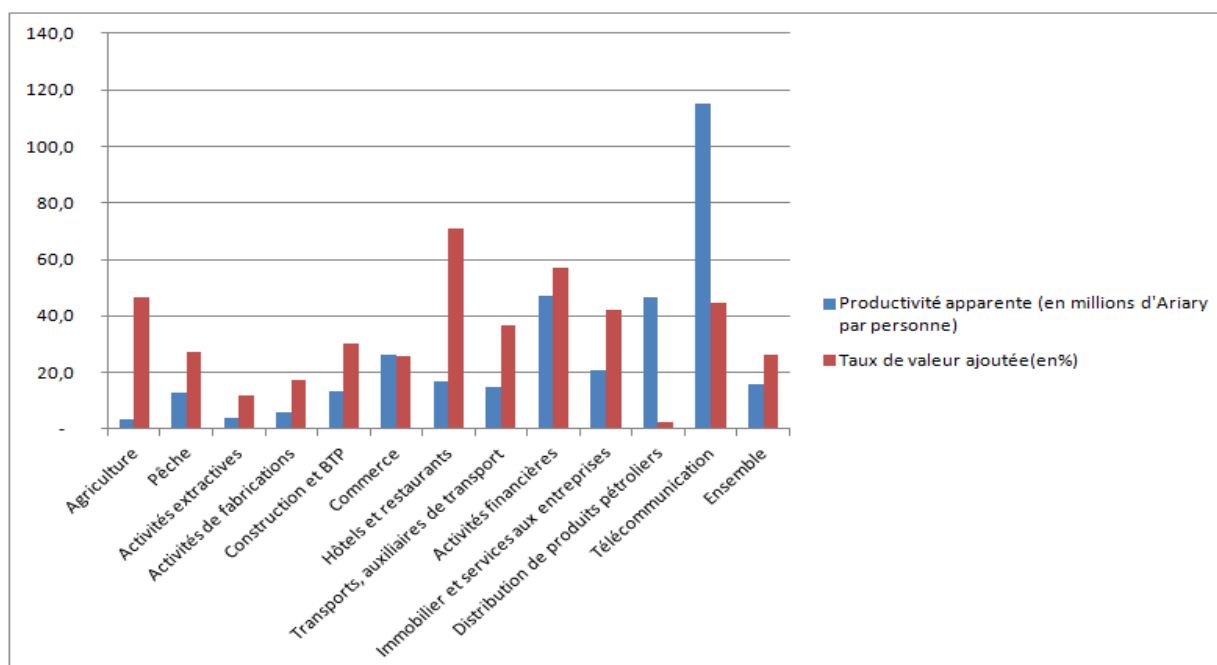
Branche	Chiffre d'affaires (CA) en %	Valeur Ajoutée (VA) en %	Emploi
Agriculture	0,6	1,1	5,3
Pêche	2,7	2,8	3,4
Activités extractives	10,8	5,0	19,9
Activités de fabrications	24,5	16,1	43,0
Production d'électricité, d'eau et de gaz	1,3	8,2	0,2
Construction et BTP	4,0	4,6	5,4
Commerce	5,9	5,8	3,5
Hôtels et restaurants	0,5	1,3	1,2
Transports, auxiliaires de transport	2,1	2,9	3,1
Activités financières	10,9	23,7	8,0
Immobilier et services aux entreprises	2,7	4,2	3,2
Distribution de produits pétroliers	21,1	2,0	0,7
Télécommunication	12,9	21,9	3,0
Autres	0,0	0,4	0,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne la valeur ajoutée, la réalisation des entreprises exerçant dans les activités financières, les commerces, les constructions et BTP, et dans la télécommunication représente plus de 2/3 de l'ensemble. Les activités de fabrication et la télécommunication accaparent respectivement 16,1 pour cent et 23,7 pour cent de la valeur ajoutée totale en 2011.

En terme relative, pour l'année 2011, les entreprises de la branche « télécommunication » se différencient des autres par sa productivité apparente plus élevée (115,2 millions ariary). On peut donc avancer a priori la bonne qualité de la main d'œuvre dans la télécommunication.

Figure 7. Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche d'activité en 2011



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

La situation des entreprises de construction et de BTP mérite également d'être soulignée. Cette branche enregistre des baisses de taux de VA et de productivité apparente par rapport à l'année 2010.

1-3. Environnement des affaires des entreprises d'IDE

L'avis des dirigeants des entreprises à capitaux étrangers concernant l'environnement des affaires à Madagascar sera présenté dans cette partie pour compléter l'analyse quantitative des chapitres précédents.

1.3.1. Atouts et handicaps de Madagascar

Le « *solde d'opinion* » est l'indicateur à observer dans ce paragraphe. Afin de mieux synthétiser les avis des dirigeants des entreprises à investissements directs étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar.

La tendance est restée pratiquement la même pour l'année 2010 et 2011. Trois facteurs sur dix en l'occurrence le « *coût de la main d'œuvre* », « *l'infrastructure de télécommunication* » et « *les caractéristiques du marché* » se sont soldés par une opinion positive des dirigeants des entreprises à capitaux étrangers. La « *disponibilité des fournisseurs locaux* » est venue s'ajouter à ces trois facteurs en 2011.

Plusieurs facteurs sont considérés comme défavorisant l'environnement des affaires à Madagascar. Les facteurs conjoncturels comme la « *stabilité politique* »; ceux qui sont liés aux procédures administratives tels que le « *droit des affaires* », la « *fiscalité* » ainsi que d'autres qui continuent à préoccuper les dirigeants d'entreprises, comme la difficulté à l'« *accès au financement* » et les « *coûts des matières premières* ».

Tableau 16. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques items

Rubriques	2010	2011
Coût de la main d'œuvre	158	155
Caractéristiques du marché	47	43
Fiscalité	-102	-149
Accès au financement	-122	-150
Droit des affaires	-53	-61
Infrastructure de transport	-126	-159
Infrastructure de télécommunication	85	69
Stabilité politique	-255	-307
Coûts des matières premières	-29	-41
Disponibilité des fournisseurs locaux	-3	9

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Les principaux atouts et handicaps

Le premier facteur qui a incité les non résidents à investir à Madagascar est le « *coût de la main d'œuvre* ». Ce qui reste caractéristique des pays en voie de développement. L'« *existence et la qualité des infrastructures de télécommunication* » vient en second lieu, suivi par les « *caractéristiques du marché* » et les « *coûts des matières premières* ».

Tableau 17. Les principaux atouts de Madagascar (en %)

Rubriques	1^{er} atout	2^{ème} atout	3^{ème} atout	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	65,2	10,2	4,5	29,3
Caractéristiques du marché	9,8	27,1	17,7	17,8
Fiscalité	2,7	4,0	10,1	5,3
Accès au financement	1,6	4,9	7,6	4,4
Droit des affaires	0,4	6,2	8,1	4,6
Infrastructure de transport	0,8	2,2	4,5	2,4
Infrastructure de télécommunication	10,9	26,2	13,6	16,8
Stabilité politique	0,8	1,3	0,5	0,9
Coûts des matières premières	4,3	9,8	16,7	9,7
Disponibilité des fournisseurs locaux	3,5	8,0	16,7	8,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Le critère « *stabilité politique* » est jugé nuisible à l'environnement des affaires à Madagascar par 66,9 pour cent des investisseurs. La complexité de la « *fiscalité* » par 8,8 pour cent, et la difficulté d'« *accès au financement* » par 5,8 pour cent.

Tableau 18. Les principaux handicaps de Madagascar (en %)

Rubriques	1^{er} handicap	2^{ème} handicap	3^{ème} handicap	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	3,8	4,0	1,3	3,2
Caractéristiques du marché	2,3	6,0	6,8	2,7
Fiscalité	8,8	26,6	12,8	7,8
Accès au financement	5,8	16,5	17,1	6,2
Droit des affaires	2,3	5,6	10,3	4,3
Infrastructure de transport	4,6	16,1	15,8	6,5
Infrastructure de télécommunication	2,7	2,8	6,8	5,7
Stabilité politique	66,9	10,9	10,7	51,4
Coûts des matières premières	2,3	6,0	12,0	6,5
Disponibilité des fournisseurs locaux	0,4	5,2	6,4	5,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

1.3.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs

Un tiers des chefs d'entreprises interrogés pensent que la situation de leurs entreprises et celle de leur secteur d'activité sont restées inchangées, un autre tiers a constaté une détérioration, et quasiment la même proportion a perçu une évolution positive.

Globalement, par rapport à l'opinion des chefs d'entreprises en 2010, les résultats affichent en 2011 moins de pessimisme.

Tableau 19. Evolution des activités en 2011 (en %)

Rubriques	S'est améliorée		Est restée inchangée		S'est détériorée	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
La situation de votre entreprise	29	32	38	36	33	32
La situation de votre secteur d'activité	18	24	42	38	40	38

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne les facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2011, l'environnement politique se trouve en première position selon l'avis de 85,0 pour cent des opérateurs. Il est suivi par les contraintes financières et l'insuffisance des demandes. Ces facteurs sont jugés

bloquants par plus de la moitié des chefs d'entreprises. En outre, moins de 30,0 pour cent des entrepreneurs ont des problèmes d'insuffisance de personnel et d'équipement.

Tableau 20. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2011 (en %)

<i>Rubriques</i>	<i>Effectif</i>	
	2010	2011
Demande insuffisante	58	56
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	18	20
Insuffisance de votre équipement ou matériel	23	26
Des contraintes financières	50	57
L'environnement politique	85	85
Autres facteurs	39	47
Sans objet (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	32	38

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

En résumé, selon les dirigeants d'entreprises, trois facteurs majeurs freinent le développement des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar : en premier lieu l'« environnement politique », ensuite l'« insuffisance de la demande » et enfin l'existence des « contraintes financières ».

CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de production Industrielle (IPI). La première section traite la répartition des entreprises à investissements directs étrangers selon la nomenclature internationale des Nations Unies. En deuxième section est traité le volume de la production industrielle, en troisième section l'indice de production industrielle (production évaluée au prix de l'année de base) et en quatrième section les coûts de production de ces entreprises.

2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers

Le nombre des entreprises IDE et IPF opérationnelles de la branche industrielle est évalué à 55 à la fin de l'année 2011. Outre les états d'opérationnalisation des entreprises au cours de l'année, les modifications de statut des actionnaires au sein des entreprises font varier le nombre d'entreprises à investissements directs étrangers – un changement de statut modifie parfois la nature de l'entreprise et définit si elle est toujours considérée comme une entreprise à investissement direct étranger ou non. La région d'Analamanga est le lieu d'implantation et d'exploitation privilégié par plus de 90,0 pour cent de ces entreprises.

Les entreprises IDE et IPF se répartissent comme suit : *filiales 60,0 pour cent, entreprises affiliées 21,8 pour cent, succursales 14,6 pour cent et 3,6 pour cent entreprises IPF*. Le tableau ci-dessous donne leur répartition par division et par type d'entreprise IDE et IPF à la fin de l'année 2011.

La structure par division d'activité des entreprises IDE et IPF opérationnelles à Madagascar est caractérisée par la dominance de la division « *fabrication de textiles et articles d'habillement* » à hauteur de 40,0 pour cent de l'effectif total des entreprises. L'activité des « *produits chimiques-produits pharmaceutiques-corps gras* » et la « *fabrication de produits alimentaires et boissons* » sont également des domaines d'activités importantes pour les entreprises d'IDE à Madagascar. Elles ont englobé respectivement 16,4 pour cent et 12,7 pour cent de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers.

En analysant le type de l'entreprise, on remarque que les activités de la « *fabrication de produits à base de tabac* » et de la « *fabrication de textiles et articles d'habillement* » sont des domaines d'exercices des entreprises IPF pendant l'année 2011.

L'activité de « *fabrication des produits alimentaires et de boissons* » reste le domaine privilégié des entreprises affiliées, mais les autres activités telles la « *fabrication de textiles et d'articles d'habillement* », les « *produits chimiques-produits pharmaceutiques-corps gras* », la « *fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques* » et la « *fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.* » n'ont pas été en reste.

Pour les filiales, 48,5 pour cent d'entre elles sont dans la « *fabrication de textiles et d'articles d'habillement* ». Les activités des « *produits chimiques -produits pharmaceutiques -corps gras* » et la « *fabrication des produits alimentaires et de boissons* » font également partie du domaine d'exercice des filiales. En termes de proportion, elles ont englobé respectivement 18,2 pour cent et 9,1 pour cent d'entre elles.

Tableau 21. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2011

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
		En %	En %	En %	En %	En %
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	12,7	0,0	25,0	9,1	12,5
16	Fabrication de produits à base de tabac	3,6	50,0	0,0	3,0	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	40,0	50,0	16,7	48,5	37,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,8	0,0	0,0	3,0	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	3,6	0,0	0,0	6,1	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	1,8	0,0	0,0	0,0	12,5
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	3,6	0,0	8,3	3,0	0,0
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	16,4	0,0	16,7	18,2	12,5
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	3,6	0,0	16,7	0,0	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,8	0,0	0,0	0,0	12,5
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	1,8	0,0	0,0	3,0	0,0
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	1,8	0,0	0,0	0,0	12,5
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	7,3	0,0	16,7	6,1	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

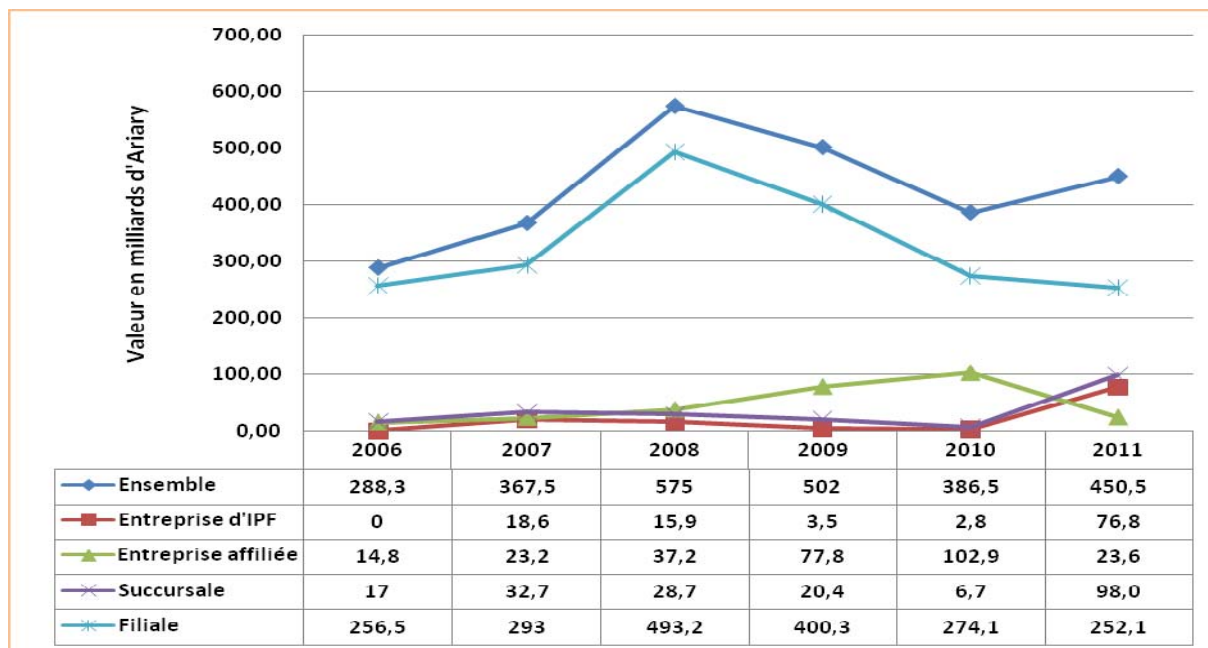
Quant aux succursales, les investisseurs directs ont été intéressés par six secteurs d'activité : la « fabrication de textiles et d'articles d'habillement », la « fabrication des produits alimentaires et des boissons », la « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton », les « produits chimiques -produits pharmaceutiques – corps gras», la « fabrication de produits minéraux non métalliques » et les « biens d'équipements électriques et électroniques ». Toutefois, la « fabrication de textiles et d'articles d'habillement » a représenté la proportion la plus importante, 37,5 pour cent de l'ensemble de ce type d'entreprise.

2.2. Volume de la production industrielle

2.2.1. Volume de la production industrielle par division

Dans l'ensemble, le volume de vente réalisé par la branche industrielle est estimé à 450,5 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de l'ordre de 16,6 pour cent par rapport à l'année précédente et ce, en dépit de la crise politique persistante dans la vie économique de Madagascar. Cette croissance est induite par les activités des entreprises succursales et des entreprises IPF.

Figure 8. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2011



Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Le volume de la production des entreprises à capitaux étranger est en majeure partie constitué par les entreprises filiales au cours de ces dernières années. En 2011, elles ont contribué à environ 55,9 pour cent de la production industrielle totale des entreprises IDE à Madagascar. Viennent ensuite les entreprises succursales qui ont réalisé 21,8 pour cent du volume total de la production des entreprises IDE. Les entreprises IPF tiennent la troisième place. Leur poids a été de 17,1 pour cent du volume de la production totale, ce qui est assez important par rapport aux 5,6 pour cent réalisés par les entreprises affiliées.

Il importe de souligner que la production des entreprises IPF s'est élevée 76,8 milliards d'ariary pour l'année 2011. Depuis 2007, ce volume de production a varié entre 2,8 à 18,6 milliards d'ariary. Cette évolution spectaculaire est attribuable à l'importance du volume de production de la société COTONA SA implantée dans la région du Vakinankaratra.

A l'opposé, une chute du volume de la production industrielle des entreprises affiliées et des filiales a été constatée pour l'année 2011. Cette baisse est conséquente, surtout, pour les entreprises affiliées qui ont perdu plus de 75,0 pour cent de leur volume de production. Ce recul s'est expliqué par la mauvaise compétitivité des entreprises due aux incidents politiques et/ou économiques, entraînant par la suite la fermeture définitive des entreprises.

A la fin de l'année 2011, la structure du volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers est dominée par deux divisions : la « fabrication de textiles et articles d'habillements » et la « fabrication de produits minéraux non métalliques » qui ont représenté respectivement 41,8 pour cent et 20,5 pour cent de la production totale. Les divisions « fabrication de produits alimentaires et de boissons », et « fabrication de produits à base de tabac » ont également contribué pour une part assez importante au volume de la production des entreprises IDE. Elles ont engendré respectivement 13,3 pour cent et 13,5 pour cent de la production totale.

Tableau 22. Répartition du volume de la production industrielle en 2011 (En %)

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	13,3	0,0	28,3	21,2	0,0
16	Fabrication de produits à base de tabac	13,5	3,0	0,0	23,2	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	41,8	97,0	18,7	41,7	4,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,5	0,0	1,8	2,6	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,2	0,0	4,2	0,0	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	6,0	0,0	8,1	9,5	1,2
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,7	0,0	12,2	0,2	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	20,5	0,0	0,0	0,0	94,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,4	0,0	8,6	0,0	0,0
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	1,7	0,0	18,0	1,3	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

Par type d'entreprise, par rapport aux années précédentes, le volume de la production des entreprises IPF a été majoritairement issu de la « fabrication de textiles et articles d'habillements ». Le reste, avec 3,0 pour cent de la totalité de la production, a été fourni par la division « fabrication de produits à base de tabacs ».

Pour les entreprises affiliées, la production a été générée par quatre divisions : la « fabrication de produits à base de tabac », « fabrication de textiles et articles d'habillements », « fabrication de meubles » et « activités de fabrication n.c.a ». Leurs contributions ont été respectivement de 28,3 pour cent, 18,7 pour cent, 18,0 pour cent et 12,2 pour cent de l'ensemble du volume de production de ce type d'entreprise.

Concernant les entreprises filiales, la production a été focalisée dans la division « fabrication de textiles et d'articles d'habillement », la division « fabrication de produits à base de tabac » et la division « fabrication des produits alimentaires et de boissons », représentant respectivement 41,7 pour cent, 23,2 pour cent et 21,2 pour cent de la production totale pour ce type d'entreprise.

Quant aux entreprises succursales, la majeure partie du volume de production a été fournie par la division « fabrication de produits minéraux non métalliques » avec un poids de 94,0 pour cent du volume de la production totale en 2011. Cependant, en 2010, la production issue des entreprises succursales avait principalement pour origine la division « fabrication des textiles et articles d'habillement ». Ce phénomène est dû à la délocalisation des entreprises (entreprises franches textiles) à la suite de la crise politique à Madagascar.

En complément, les dirigeants des entreprises industrielles à capitaux étrangers ont évoqué la stabilité politique, les infrastructures de transport et les coûts de matières premières comme trois principaux facteurs ayant influencé négativement sur la production et surtout sur la compétitivité des entreprises. Les atouts de Madagascar sont le coût de main d'œuvre, les caractéristiques du marché du travail (disponibilité de main d'œuvre qualifiée, flexibilité des horaires de travail, qualification de la main d'œuvre) et les infrastructures de télécommunication, d'après ces mêmes personnes.

2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Chaque entreprise manufacturière peut fabriquer un ou plusieurs groupes de produits. Ce paragraphe traitera le volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étranger suivant la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature se catégorise en quatre groupes : i) les « *produits d'industries agricoles et alimentaires* », ii) les « *biens de consommation* », iii) les « *biens d'équipement* » et iv) les « *biens intermédiaires* ».

L'année 2011 a été marquée par l'amélioration du volume de production pour l'ensemble des entreprises industrielles à capitaux étranger. Toutefois, malgré une hausse de 16,5 pour cent par rapport à l'année précédente, le niveau de production de 450,5 milliards réalisé en 2011 est très largement en deçà des 575,0 milliards d'ariary obtenus en 2008, période d'avant crise politico-économique.

Selon la nomenclature de synthèse, le poids des « *biens intermédiaires* » dans l'industrie manufacturière a atteint 57,2 pour cent du volume de la production totale, tiré par les « *produits d'industries textiles* » (29,3 % du volume total des produits) et les « *produits minéraux* » (20,5 % du volume total des produits).

Le volume des « *produits d'industries textiles* » généré par les entreprises IPF a atteint 74,5 milliards d'ariary, soit 16,5 pour cent du volume total de la production industrielle. Celui des « *produits minéraux* » essentiellement fourni par les entreprises succursales a atteint 92,2 milliards d'ariary, soit 20,5 pour cent du volume total des produits dégagé par les entreprises industrielles.

Par rapport à l'année 2010, le poids des « *biens intermédiaires* » a gagné 17 points de pourcentage en 2011.

Les « *produits d'industries agricoles et alimentaires* » prennent la deuxième position en représentant 26,8 pour cent du volume total de la production. Ce poids est induit essentiellement par les industries de type filiales.

Par rapport à l'année 2010, le poids des « *produits d'industries agricoles et alimentaires* » a néanmoins baissé de 9 points de pourcentage. Cette variation est expliquée par l'environnement des affaires dans le pays. Les raisons plus évoquées par les dirigeants des entreprises sont la stabilité politique (31,8 %), les coûts des matières premières (13,8 %), et l'infrastructure de transport (12,8 %).

La nomenclature « *biens de consommation* » a représenté 15,9 pour cent du volume total de la production en 2011, après les 24,0 pour cent réalisés en 2010. La production s'est repliée notamment dans la fabrication d'« *habillement et cuir* » qui a reculé de plus 8 points par rapport à l'année 2010. En outre, le poids des « *biens de consommation* » est principalement constitué de la production des entreprises filiales.

Tableau 23. Répartition du volume de la production industrielle au 1er semestre 2011

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'ariary	450,5	76,8	23,6	252,1	98,0
	En %					
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	26,9	3,0	28,3	44,4	0,0
EC	Biens de consommation	15,9	0,0	20,2	26,5	0,0
C1	Habillement, cuir	14,0	0,0	1,8	24,9	0,0
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
C4	Équipements du foyer	1,7	0,0	18,0	1,3	0,0
EE	Biens d'équipement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3
EF	Biens intermédiaires	57,2	97,0	51,4	29,1	99,7
F1	Produits minéraux	20,5	0,0	0,0	0,0	94,0
F2	Produits d'industries textiles	29,3	97,0	18,7	19,3	4,5
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,3	0,0	4,2	0,1	0,0
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	6,7	0,0	19,9	9,7	1,2
F5	Métaux et produits métalliques	0,5	0,0	8,6	0,0	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT.

2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

2.3.1. Méthodologie : Rappel

L'Indice de Production Industriel est l'indicateur par excellence pour le suivi du secteur industriel, notamment des entreprises à investissements directs étrangers. Il est construit pour capturer l'évolution réelle de la production en éliminant les effets Prix. Ainsi, il est calculé par rapport à un prix de référence d'une année dit année de base.

Depuis l'année 2009, l'année de base est « *mobile* » pour prendre en compte de manière plus réaliste les changements structurels du tissu industriel. Autrement dit, au fur et à mesure que l'indice est calculé pour une année considérée, il s'ensuit une mise à jour systématique de l'année de base.

Ce choix méthodologique a été dicté essentiellement par le caractère intrinsèque de ces entreprises dont le type (entreprise à investissements directs étrangers ou non) peut varier d'une année à une autre. En fait, l'entreprise adopte des stratégies et objectifs liés aux contextes nationaux et/ou internationaux.

Ainsi, dans son interprétation, lorsqu'un indice pour une année n considérée est inférieur à la valeur 100, cela signifie un niveau de la production industrielle inférieur à l'année n-1. Par contre, une valeur supérieure à 100 indique l'inverse.

2.3.2. La structure du tissu industriel

Dans sa construction, l'Indice Global de Production Industriel dépend de la structure du tissu industriel. A cet égard, cette dernière mérite une attention particulière pour permettre une vision élargie du dynamisme du secteur.

Le tableau ci-après résume la variation structurelle du secteur industriel constitué par les Entreprises à Investissements Directs Etrangers entre la période 2008-2011. Il laisse apparaître l'impact des différents contextes et des politiques économiques entreprises au cours de cette période. En aval, des actions

stratégiques peuvent être formulées et mises en œuvre pour parvenir à un point optimum pour l'économie malgache.

D'après les résultats de l'enquête, les activités liées à la fabrication textile semblent marquer leur place dans le tissu industriel des entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar depuis ces dernières années. Représentant 14,3 pour cent en 2009, leur poids s'établissait à 32,9 pour cent en 2011.

Le poids des activités de fabrication d'articles d'habillement n'a guère changé durant la période 2008-2011 malgré un bond significatif en 2009. En 2011, cette division a représenté 11,8 pour cent du tissu industriel.

Les activités de fabrication de produits minéraux non métalliques font partie des éléments clés du secteur industriel composé par les entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar. Avec un niveau soutenu depuis l'année 2009, elles ont constitué 19,3 pour cent du secteur en 2011.

Les divisions « *industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires* » et « *fabrication de produits à base de tabac* » complètent la liste des composants clés du secteur industriel. Pour l'année 2011, leurs poids ont été respectivement de 12,6 pour cent et de 12,7 pour cent, des niveaux également soutenus depuis l'année 2008.

A ce titre, de légers changements d'indice au niveau de ces divisions clés impliqueraient une variation significative de l'indice global qui représente l'ensemble du secteur industriel de ces entreprises à investissements directs étrangers.

Tableau 24. Evolution structurelle du tissu industriel (en %)

CODE CITI (Division) ²	LIBELLES CITI	Structure			
		2008	2009	2010*	2011
15	Industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires	55,0	12,6	13,5	12,6
16	Fabrication de produits à base de tabac	12,1	17,9	12,6	12,7
17	Fabrication de textiles	6,3	14,3	26,8	32,9
18	Fabrication d'articles d'habillements	11,3	23,4	12,1	11,8
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0	0,0	1,4	1,4
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1	0,1	0,1	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,2	0,2	0,5	0,2
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	0,3	0,2
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	2,4	5,1	6,7	5,7
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,2	2,5	1,0	0,7
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	10,6	18,3	20,8	19,3
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	1,8	5,5	1,1	0,4
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	-	-	0,1	0,1
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	0,0	0,1	2,8	1,6
37	Récupération	-	-	0,4	0,3
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT, (*) : Données rectifiées

² Les divisions sont définies suivant la nomenclature des Nations Unies CITI révision 4 ou Classification Internationale Type des Industries. Elles catégorisent les entreprises suivant la nature de leur production. Bien évidemment, celles dans lesquelles aucune entreprise n'est active ne sont pas ici répertoriées.

2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division

L'enquête menée au cours de l'année 2012 a permis de produire les résultats définitifs pour l'année 2011 qui s'est clôturée avec un accroissement de 4,5 pour cent du secteur industriel par rapport à l'année 2010. Entre 2009 et 2010, ce taux a baissé de 5,7 pour cent.

En considérant l'évolution semestrielle de l'indice, il est constaté que l'accroissement enregistré en 2011 a été tiré par la performance des entreprises au cours du second semestre. Pour cette période, les entreprises ont accru leur production de 7,9 pour cent, contre 1,1 pour cent au cours du premier semestre. Néanmoins, cette évolution positive ne s'est pas retrouvée auprès de tous les types d'entreprises.

Tableau 25. Evolution de l'IPI par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))

CODE CITI	LIBELLES CITI	2010		2011		2012	
		1 ^{er} sem	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem (*)	2 ^{ème} sem (**)
15	Industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires	79,0	79,0	98,1	174,0	39,6	40,0
16	Fabrication de produits à base de tabac	115,5	109,5	101,2	91,1	100,3	101,4
17	Fabrication de textiles	116,6	129,4	121,0	83,2	77,0	78,9
18	Fabrication d'articles d'habillements	72,4	91,2	119,2	140,7	128,0	100,0
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	76,2	87,8	81,9	124,4	70,1	67,9
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	-	-	16,6	34,7	96,8	96,8
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	55,8	55,8	38,4	49,3	100,2	101,2
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	65,4	97,9	82,6	84,3
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	74,9	80,6	80,8	74,3	84,8	81,6
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	99,7	32,8	100,9	60,2	100,9	102,8
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	76,2	76,2	76,9	104,5	88,2	89,9
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	139,9	139,9	51,8	49,0	102,5	103,6
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie			82,8	91,4	86,3	86,3
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	98,5	103,6	120,0	109,6	100,9	102,0
37	Récupération	-	-	100,0	100,0	100,0	100,0
	IPI	92,4	96,2	101,1	107,9	84,6	82,3

Source : Enquête IDE/IPF 2011, BCM/INSTAT, (*) : Données provisoires ; (**) Prévisions

En prêtant attention aux types d'activités des entreprises, il ressort que l'augmentation de la production dans la division 15 ou « *industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires* » a été essentiellement à l'origine de la hausse de l'indice en 2011, d'autant plus que cette division a un poids considérable dans l'engrenage du tissu industriel. Plus particulièrement au second semestre, la production de sucre a connu une forte hausse de 74,0 pour cent par rapport à la moyenne semestrielle de l'année 2010.

La division « *fabrication d'articles d'habillement* » a également enregistré une forte hausse en 2011, une variation estimée à 19,2 pour cent au premier semestre et à 40,7 pour cent au second semestre.

En revanche, les divisions comme « *industrie de bois* », « *fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton* », « *Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés* » ou « *produits* »

chimiques -produits pharmaceutiques -corps gras » n'ont pas encore pu renverser la tendance à la baisse observée depuis l'année 2009.

Prévision 2012 :

La forte production de sucre durant le second semestre de l'année 2011 n'a pas été soutenue jusqu'en 2012, si bien que l'indice se retrouve en forte baisse. Dans la mesure où la division « *industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires* » joue un rôle important dans la constitution de l'indice global, ce dernier s'est établi à un niveau également très bas par rapport à l'année 2011, notamment à 84,6 au premier semestre et à 82,3 au second semestre 2012.

Dans le cas où le niveau de l'année 2011 ait été maintenu pour la division « *Industrie de boissons et fabrication de produits alimentaires* », l'année 2012 accuserait toujours une baisse du niveau de la production des entreprises à investissements étrangers. Dans ce cas de figure, la baisse serait de 7,8 pour cent au premier semestre.

On pourrait en déduire que l'année 2012 enregistrerait probablement une diminution du niveau général de la production par rapport à l'année 2011.

2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

Selon leur utilisation, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en Biens de consommation destinés généralement à la consommation finale, et en Biens intermédiaires qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production. Par ailleurs, on peut également distinguer les produits alimentaires et d'industrie agricole.

La diminution en termes de volume s'est essentiellement fait ressentir dans la production de biens intermédiaires. Au cours du premier semestre 2011, cette baisse a été de 2,3 pour cent ; au second semestre, elle a été de 11,3 pour cent. Les produits dérivés du bois ont été principalement les plus touchés, suivis des produits métalliques. Seuls les produits d'industries textiles en ont été épargnés, ces derniers ayant connu une hausse de 2,1 pour cent en moyenne pour l'année 2011.

Pour l'année 2012, les Biens intermédiaires subiront un recul, notamment par rapport à l'année 2011. Les produits d'industries agricole et alimentaire ont été en hausse en 2011, particulièrement au cours du second semestre. Cependant, l'année 2012 connaîtra une très forte baisse car la production de 2011 ne semble pas être maintenue.

Tableau 26. Evolution de l'IPI par nomenclature (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))

Rubriques	2010		2011		2012	
	1 ^{er} sem	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem (*)	2 ^{ème} sem (**)
Nomenclature de synthèse						
Produits d'industries agricoles et alimentaires	100,4	96,9	99,1	99,1	99,6	133,9
Biens de consommation	72,9	89,3	106,9	104,8	105,4	116,4
Habillement, cuir	72,4	91,2	119,2	112,8	115,4	139,0
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	-	-	65,4	65,4	65,4	97,9
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	74,9	80,6	80,8	83,5	80,8	74,3
Equipements du foyer	98,5	103,6	120,0	158,4	120,0	109,6
Biens intermédiaires	97,3	98,2	75,5	75,3	97,6	88,6
Produits minéraux	76,2	76,2	75,1	56,1	76,9	104,5
Produits d'industries textiles	116,6	129,4	121,0	119,4	121,0	83,2
Produits en bois, papier ou carton	42,2	42,2	38,4	38,4	36,0	47,7
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	83,1	64,9	82,5	84,9	84,1	73,8
Métaux et produits métalliques	139,9	139,9	51,8	50,7	51,8	49,0
IPI	92,4	96,2	101,1	107,9	84,6	82,3

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT, (*) : Données provisoires ; (**) Prévisions

La production de biens de consommations a connu une variation positive en 2011 par rapport à 2010. Cette hausse a été de 5,4 pour cent au premier semestre et de 16,4 pour cent au second semestre. Le niveau de production semble se poursuivre pour l'année 2012. Les produits habillement et Cuir et les équipements de foyer ont été notamment à l'origine de cette hausse dont l'accroissement moyen a été respectivement de 27,2 pour cent et de 14,8 pour cent en 2011.

2.4. Les coûts de production des entreprises

Pour l'analyse des coûts de production des entreprises industrielles, cinq critères sont pris en compte : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) les autres services tels que le transport de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparation. En outre, une analyse temporelle permet d'apprécier l'impact d'une hausse sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs d'activité dans lesquels elles exercent, en raison de la nature des intrants utilisés. Des facteurs d'ordre contextuel en général, et d'ordre économique en particulier, ont également des influences sur les coûts de production d'une entreprise.

L'indice de production par unité de coût a été construit pour appréhender la variation des coûts de production des entreprises industrielles. Cet indicateur est passé de 1,15 en 2010 à 1,43 en 2011 puis à 1,30 au cours du premier semestre 2012.

Ces variations traduisent une augmentation beaucoup plus importante de la valeur de la production par rapport aux charges, plus particulièrement en 2011. Une unité de coût a permis de produire 1,43 unité de production, contre 1,15 en 2010. Malgré la baisse de cet indicateur au premier semestre 2012, son niveau reste supérieur à celui de l'année 2010 et demeure semblable à l'année 2009.

Comme en 2010, les industries de tabac ont bénéficié de coûts de production permettant de dégager un meilleur volume de production en 2011.

Tableau 27. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité

Code CITI	Activité	2009	2010	2011	1 ^{er} sem 2012 (*)
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,87	0,99	1,19	0,54
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,25	1,51	1,45	1,07
17	Fabrication de textiles	1,45	1,46	1,30	1,43
18	Fabrication d'articles d'habillements	1,48	1,02	1,86	1,96
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	nd	nd	1,42	1,43
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,87	nd	0,27*	0,39
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	1,10	1,10
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	1,70	1,28	1,70	1,40
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,23	1,18	1,20	1,34
28	Fabrication d'ouvrages en métaux; travail des métaux	-	1,32	1,60	1,60
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	-	2,56	1,66	1,66
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	2,59	0,86	1,10	0,97
	Ensemble	1,27	1,15	1,43	1,30

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM- 2012, (*) : Données provisoires

En détaillant les composants des coûts des entreprises, le poste « *autres achats de service* » qui englobe les transports de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, les frais de location et de location à bail, les achats de services d'entretien et de réparations, les frais pour tous services professionnels et les primes d'assurance semble prendre beaucoup plus d'importance en termes de charge depuis 2011. De 15,8 pour cent en 2010, le poste « *autres achats de service* » a représenté 23,4 pour cent des coûts des entreprises en 2011 et 22,0 pour cent au cours du premier semestre 2012.

Cette tendance à la hausse du poids des achats de services a diminué le poids du poste intrants qui, auparavant, représentait près de 70 pour cent des coûts de production.

Cette diminution du poids des intrants a été accentuée par la hausse des coûts liés aux sous-traitances et à l'« *énergie et eau* ». Ces postes ont représenté 7,6 pour cent et 8,9 pour cent des coûts en 2011 contre respectivement 5,7 pour cent et 7,0 pour cent l'année d'avant.

Tableau 28. Structure des coûts de production des entreprises (en %)

Charges liées à la production	2009	2010	2011	1 ^{er} sem. 2012*
Intrants	69,4	71,4	60,1	61,6
Energie et Eau	7,7	7,0	8,9	9,3
Recherche et développement	0,0	0,0	0,0	0,1
Achats de prestations de services industriels	5,6	5,7	7,6	7,1
Autres achats de services	17,2	15,8	23,4	22,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2012 ((*) : Données provisoires)

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- **Définition de l'investissement direct avec l'étranger :**

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- **Définition de la relation d'investissement direct avec l'étranger :**

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 % du capital ou 10 % des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

L'IDE désigne les « investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)³.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

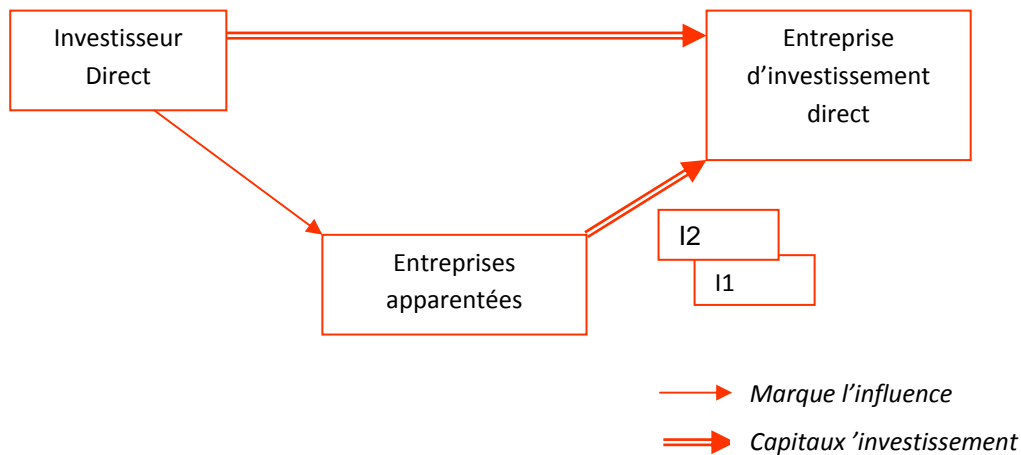
L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote.

³ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993.

ILLUSTRATION DE L'IDE



Commentaires

Dans l'économie de l'investisseur direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I1.

Dans l'économie de l'entreprise d'investissement direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I2 et I1.

Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- i. Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50 pour cent du capital ;
- ii. Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50 pour cent du capital ;
- iii. Succursales**, filiales à 100 pour cent ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10 pour cent ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

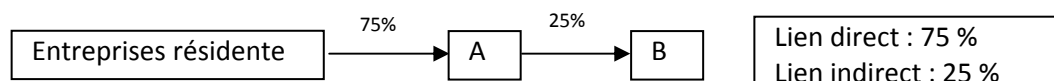
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même Société mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leurs porteurs des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement, etc., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : *couverture des risques, placement ou commerce*.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « *Investissement directs* » ni dans celle « *Investissement de portefeuille* ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement concerne les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « *comportement* » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires et les institutions de microfinance) portant sur le stock de capital social et les Bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Établissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est l'« *entreprise* », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indice. t = 0 la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
- e : désigne une entreprise,
- c : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
- b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
- a : désigne un article
- Q : désigne les quantités produites
- P : le prix unitaire
- $V = Q \times P$: la valeur des quantités vendues
- Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

Données initialement requises

- $P_{0,b,c,a,e}$: Prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{0,b,c,a,e}$: Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
- $V_{0,b,c,a,e}$: Valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{t,b,c,a,e}$: Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
- $\omega_{0,b,c} = \frac{V_{0,b,c}}{\sum (V_{0,b,c})}$: Pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
- $\omega_{0,b} = \frac{VA_{0,b}}{\sum (VA_{0,b})}$: Structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

Procédure de calcul

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4 .

$$V_{0,c,e} = 1/4 \times \sum V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} \times P_{0,c,a,e}$$

des articles a au niveau c de CITI4 de l'entreprise e à l'année de base 0 ;

$$V_{t,c,e} = \sum (Q_{t,c,a,e} \times P_{0,c,a,e})$$

production en volume de l'entreprise e pour c à t au prix de l'année de base t.

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$$V_{0,c} = \sum (V_{0,c,e} \times tx_e)$$

extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à l'année de base 0 ;

$$V_{t,c} = \sum (V_{t,c,e} \times tx_e)$$

extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à la période courante t.

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = \left(\frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \right) \times 100$$

$$I_{t,br} = \sum (I_{t,c} \times \omega_{0,c}) = \sum \left(\left(\frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \times \omega_{0,c} \right) \times 100 \right)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \sum (I_{t,br} \times W_{0,b})$$

Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indicateur.
 e : désigne une entreprise,
 b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
 a : désigne un article
 Q : désigne les quantités produites
 P : le prix unitaire, sortie usine, hors taxe
 $V = Q \times P$: la valeur des quantités vendues, sortie usine, hors taxe
 C : désigne le coût de production de la quantité Q produite
 I : Indicateur de production par unité de coût

Données initialement requises

- $P_{t,b,a,e}$: prix d'un article a du niveau b CITI2 pratiqué par l'entreprise e à l'année t
 $Q_{t,b,a,e}$: quantité d'un article a du niveau b CITI2 produite par l'entreprise e à l'année t
 $V_{t,b,a,e}$: valeur d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t
 $C_{t,b,a,e}$: coût d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t

Procédure de calcul de l'indicateur de Production par unité de coût

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b,e} = \sum (Q_{t,b,a,e} \times P_{t,b,a,e})$$

$$C_{t,b,e} = \sum C_{t,b,a,e}$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b} = \sum V_{t,b,e}$$

$$C_{t,b} = \sum C_{t,b,e}$$

c)- Calcul de l'indicateur de production par unité de coût au niveau du poste de la nomenclature CITI2 et de l'indicateur moyen

$$I_{t,b} = \frac{V_{t,b}}{C_{t,b}}$$

$$I_t = \frac{\sum V_{t,b}}{\sum C_{t,b}}$$